

Question 1 : Partagez-vous le bilan globalement positif du cadre tarifaire mis en œuvre par la CRE depuis 10 ans ?

Globalement, le cadre tarifaire mis en œuvre par la CRE a sans doute permis de mieux contenir les hausses du transport et de la distribution tout en améliorant le niveau de service.

Cependant, nous restons très préoccupés par cette tendance haussière marquée des coûts sur le réseau transport et distribution français car elle devient problématique pour nombre d'industriels.

Nous nous interrogeons également sur le décalage croissant entre les tarifs français (transport+ distribution+ stockage) et les tarifs de pays limitrophes (Italie ou Belgique par exemple).

C'est pourquoi, et même si nous comprenons qu'il est probablement difficile de concilier décentralisation des productions électriques comme gazières (liée aux EnR), baisse de la consommation gazière avec une baisse des tarifs, il nous semble néanmoins indispensable de réfléchir à un modèle d'investissement plus aligné avec nos voisins européens, sous peine de voir la compétitivité de certaines entreprises pénalisée.

Ainsi :

- Une convergence de tous les CMPC en dessous de la barre des 5%.
- Une évolution de la BAR plus raisonnable, notamment pour les gestionnaires de réseau de transport gaz (même si une partie était affectée à la place de marché unique en France pour le gaz)

nous sembleraient très souhaitables

Parallèlement, une mesure a posteriori synthétique et didactique du rapport coût/avantage par catégorie d'investissement réalisée nous semblerait importante à partager en toute transparence avec les utilisateurs.

Question 2 : Partagez-vous les grands enjeux identifiés par la CRE pour la prochaine génération de tarifs ?

Soucieux d'une modération de l'augmentation de la BAR, nous approuvons tout à fait l'ambition de la CRE de mettre en place un cadre de régulation tarifaire qui encourage les gestionnaires de réseaux à prioriser et à mener à bien les investissements les plus utiles à la collectivité dans les meilleures conditions de coûts.

L'intégration de la transition énergétique est nécessaire mais elle a un coût que l'utilisateur final ne bénéficiant d'aucune exonération aura de plus en plus de mal à payer et à accepter. Nous souhaitons donc particulièrement attirer l'attention sur la soutenabilité des tarifs.

20 mars 2019

La maîtrise des coûts des opérateurs de transport, de distribution et de stockage doit être une priorité pour éviter une explosion des charges desdits utilisateurs.

Question 3 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de 4 ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ?

Oui – Avis favorable - Avec un alignement de tous les tarifs sur la même période calendaire comme proposé par la CRE

Question 4 : Etes-vous favorable à la publication par les opérateurs de prévisions indicatives du tarif au-delà de la période tarifaire en cours et sur 4 années glissantes ?

Oui- Avis favorable

Question 5 : Etes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP envisagés par la CRE ?

Oui- Avis favorable

Question 6 : Etes-vous favorable au principe envisagé par la CRE d'évolution du calcul du CRCP pour coordonner les tarifs de transport et de distribution d'électricité ?

Oui-Avis favorable

Question 7 : Etes-vous favorables à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des charges d'exploitation en vigueur pour les prochains tarifs ?

Oui- Avis favorable

Le CLEEE est particulièrement favorable à l'idée des comparatifs d'analyses de coûts et ratios par rapport à d'autres acteurs internationaux. En effet, nombre de ses membres sont fortement soumis à la concurrence internationale européenne et/ou pays tiers hors Europe et il semble important de garder l'objectif d'une énergie tous coûts inclus compétitive par rapport à nos voisins européens.

Question 8 : Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme incitant les opérateurs à maîtriser leurs charges de capital au même titre que leurs charges d'exploitation sur un périmètre d'investissements « hors réseaux » ?

Oui - Avis favorable

Le cas échéant, pensez-vous que les systèmes d'information de pilotage du réseau ou de mise à disposition des données devraient être exclus du périmètre « hors réseaux » incité et faire l'objet d'une régulation « classique » avec inclusion automatique dans la BAR des investissements réalisés ?

20 mars 2019

Non- Avis défavorable – Cela crée un risque de dérive financière au détriment des utilisateurs

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement du CRCP et de partage des risques entre les gestionnaires de réseaux et les utilisateurs ?

Oui- Avis favorable

Question 10 : Etes-vous favorable à maintenir la compensation au CRCP des pertes et profits des gestionnaires de réseau dus aux variations de consommations / souscriptions ?

Oui- Avis favorable

Question 11 : Etes-vous favorable à maintenir les charges de capital liées aux réseaux au CRCP pour ne pas envoyer d'incitation à réduire le volume d'investissement à court terme ?

Pas d'avis

Question 12 : Etes-vous favorable au maintien des charges d'énergie/ de pertes partiellement au CRCP afin d'inciter les gestionnaires de réseau à les réduire ?

Avis favorable.

Question 13 : Que pensez-vous du périmètre des charges prises en compte au CRCP ?

Le périmètre nous semble adapté tel que défini aujourd'hui

Question 14 : Etes-vous favorable au maintien des principes qui régissent le cadre de régulation en vigueur concernant les dépenses d'investissement des différents opérateurs d'infrastructures régulées?

Nous partageons l'avis de la CRE sur les risques d'une hausse continue des tarifs du fait de la trajectoire haussière de la BAR (alors que la base des payeurs va aller diminuant). Cette divergence risque à terme de devenir critique pour les utilisateurs. La mesure coût/bénéfice de tout investissement ex-ante et ex-post ainsi que le partage du bilan avec les utilisateurs payeurs nous semble être une priorité.

Question 15 : Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite au titre du capital des actifs amortis toujours exploités n'est pas souhaitable ?

Le CLEEE partage tout à fait la position de la CRE dès lors que cela permet de baisser les coûts totaux pour la collectivité : un actif amorti étant par définition payé par les utilisateurs, ceux-ci n'ont pas vocation à la payer de nouveau.

20 mars 2019

Question 16: Partagez-vous la position préliminaire de la CRE selon laquelle une rémunération explicite des subventions d'investissement n'est pas souhaitable ?

Nous partageons l'avis de la CRE, d'autant que cette position est la règle partagée par plusieurs pays européens

Question 17 : Etes-vous favorable aux évolutions des modalités de calcul de la rémunération des actifs des opérateurs envisagées par la CRE, et principalement la différenciation des taux de rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs ?

Oui, avis favorable

Question 18 : Jugez-vous satisfaisants le principe et les paramètres (taux de partage, plafond de l'incitation) du mécanisme de régulation incitative des coûts unitaires d'investissement introduit par les délibérations tarifaires ATRD 5 et TURPE 5 HTA BT?

Pas d'avis

Question 19 : Avez-vous des observations à formuler sur le cadre incitatif en vigueur et les évolutions envisagées par la CRE pour les grands projets de transport ?

Avis favorable sur le passage d'une bande de +/-10% à une bande de +/- 5%.

Par rapport à la remarque « le calendrier le plus pertinent pour que la CRE audite les coûts des projets et fixe leur budget est le plus tard possible » nous nous posons la question de savoir si une implication plus amont de la CRE (en phase de démarrage également) ne pourrait avoir un aspect positif dans la maîtrise du coût associé aux investissements.

Question 20 : Avez-vous des remarques sur l'application de la régulation incitative à la maîtrise des coûts des grands projets à des projets de taille plus réduite, sélectionnés de façon aléatoire ou discrétionnaire ?

Pas de remarque particulière

Question 21 : Quelles évolutions du cadre incitatif en vigueur pour les projets d'interconnexion vous sembleraient pertinentes ?

Pas de remarque particulière sinon qu'il semblerait logique de partir sur les mêmes bases que pour l'électricité.

20 mars 2019

Question 22 : Etes-vous favorable à la définition des coûts échoués proposée par la CRE ?

Oui – Avis favorable

Question 23 : Etes-vous favorable aux principes que la CRE propose de retenir pour le traitement des coûts échoués et qui sont ceux déjà en place dans le tarif ATRT ?

Oui – Avis favorable pour aligner le fonctionnement électricité sur celui du gaz

Question 24 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle les frais d'études sans suite devraient être couverts par le tarif ?

Avant d'inclure des frais supplémentaires dans le tarif, il serait souhaitable de savoir de quel montant potentiel on parle.

Question 25 : Pour les investissements à cycle long, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la rémunération des immobilisations en cours (IEC) ?

Pas d'avis. Le CLEEE est cependant comme la CRE opposé à une rémunération de ces actifs au CRCP

Question 26 : Etes-vous favorable au maintien d'une trajectoire de R&D telle que fixée actuellement ? Etes-vous favorable à la révision de ces montants au bout de deux ans en milieu de période tarifaire ?

Pas d'avis

Question 27 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un tel mécanisme dans le secteur du gaz ?

Avez-vous des suggestions d'évolutions qui permettraient d'améliorer le déploiement de technologies *smart grids* par les opérateurs ?

Pas d'avis

Question 28 : Les évolutions envisagées par la CRE vous semblent-elles être pertinentes pour améliorer la transparence des opérateurs sur leurs projets de R&D et d'innovation ?

Avez-vous d'autres suggestions pour améliorer cette transparence ?

Eventuellement inclure un indicateur coût/bénéfice attendu et mesuré ex-post si c'est possible et pertinent

20 mars 2019

Question 29 : Etes-vous favorable à la démarche envisagée par la CRE pour inciter les opérateurs à favoriser l'innovation de l'ensemble des acteurs ?

Oui Avis favorable

Question 30 : Quelles sont, selon vous, les thématiques prioritaires sur lesquelles les opérateurs doivent être incités ?

Partagez-vous la priorité identifiée par la CRE sur les délais de raccordement ?

Pour ce qui est des thématiques prioritaires sur les délais de raccordement : oui cela nous semble être prioritaire mais le traitement des réclamations semble tout aussi important.

Question 31 : Etes-vous favorable à la mise en oeuvre envisagée par la CRE d'un ou plusieurs indicateurs statistiques sur la distribution géographique de certains indicateurs de qualité d'alimentation et de service? Avez-vous des propositions à faire ?

Oui – Avis favorable. Nous pensons néanmoins si au vu des statistiques il apparaissait des disparités, une incitation tarifaire pourrait être une solution pour gommer autant que faire se peut les disparités régionales.

Question 32 : Etes-vous favorable à l'introduction envisagée par la CRE d'indicateurs environnementaux ? Con-sidérez-vous qu'ils doivent faire l'objet d'une incitation ?

Avis favorable, sous réserve cependant d'être attentifs à l'inflation d'indicateurs et à la cohérence des indicateurs entre eux

Question 33 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le cadre de régulation tarifaire ?

Nous n'avons pas d'autre proposition mais réitérons notre demande de vigilance quant à la hausse des coûts de transport et de distribution pour les utilisateurs induites par les évolutions du cadre de régulation tarifaire, et notre souhait de veiller à une certaine homogénéité de ces coûts avec les pays voisins.